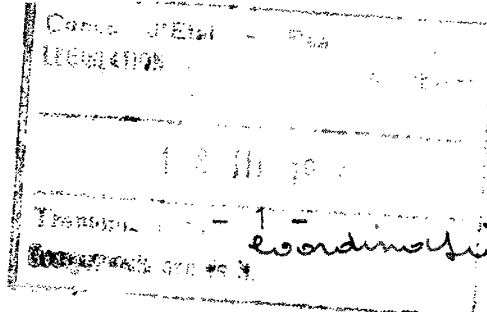


ML.



L. 5489/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 9 novembre 1956, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "régulant l'exécution des dispositions légales relatives au régime fiscal des huiles minérales", a donné le 27 février 1957 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 9e november 1956 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "tot uitvoering van de wetsbepalingen betreffende het fiscaal regime van minerale olie", heeft de 27e februari 1957 het volgend advies gegeven :

Beaucoup de dispositions du projet sont la reproduction de dispositions actuellement en vigueur. Néanmoins le Conseil d'Etat estime que, puisque ce projet règle tout le régime fiscal des huiles minérales, il y a lieu de revoir ces dispositions anciennes en même temps que les nouvelles, en vue d'en améliorer la rédaction.

C'est pourquoi il croit devoir formuler les observations suivantes :

Article 1er.

Il paraît superflu de définir le mot "administration" qui ne figure pas dans le texte des divers articles. Le projet donne différentes définitions des fonctionnaires appelés à intervenir pour l'exécution de l'arrêté afin d'éviter de devoir répéter dans chaque article où ils sont mentionnés, leur dénomination complète. Cela se justifie incontestablement pour le mot "agents" qui se retrouve dans de nombreux articles. Cette définition évite de répéter qu'il s'agit des agents de l'Administration des douanes et accises. Ce système est, au contraire, sans intérêt pour le directeur régional qui est mentionné uniquement à l'article 46, et pour le contrôleur qui est cité trois fois dans le projet (articles 27, 69 et 82).

Le receveur, également défini à l'article 1er, est mentionné cinq fois comme tel, mais à l'article 50 le projet précise que le concessionnaire transmet l'accusé de réception "au receveur des accises de son ressort" et l'article 57 dispose que le passavant est validé "par le receveur du ressort dans lequel se trouve le dépôt d'où les huiles sont enlevées".

En conséquence, il y a lieu d'omettre dans les définitions de l'article 1er les mots : **administration**, **contrôleur**, **directeur régional** et **receveur**.

Il paraît également superflu de définir le mot "exportation" qui est pris dans son sens normal, compte tenu de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, les mots "huiles légères" puisqu'on les définit à l'article 2.

Par contre, il serait utile de définir deux expressions qui ne sont pas d'usage courant et auxquelles il est donné un sens tout à fait particulier dans le projet. Ce sont les expressions "huiles en libre pratique" et "entrepôt fictif".

Au lieu du terme "coordination" il serait préférable de recourir à l'expression "lois coordonnées" et l'expression "tank mesureur" serait, d'autre part, avantageusement remplacée par "tank de mesurage".

Le dépôt agréé serait mieux défini comme étant : "le dépôt dans lequel les huiles légères produites dans le pays sont emmagasinées avec franchise temporaire du droit d'accise".

La définition du tank de mesurage serait rédigée comme suit : "le tank dans lequel les huiles légères sont, à la sortie des appareils de fabrication, déversées pour la constatation du rendement de cette fabrication" et celle du tank d'emmagasinage devrait être la suivante : "le tank , autre qu'un tank de mesurage, qui, dans la fabrique, sert au dépôt d'huiles se trouvant sous régime d'accise".

Enfin, le paragraphe 2 de l'article 1er ne fait qu'énoncer une règle généralement admise. Il est superflu et doit être omis. Par voie de conséquence, la mention "§ 1er" figurant en tête de l'article 1er est également à omettre.

Article 2.

Par concordance avec l'article 1er, § 1er, a, des lois coordonnées, il convient d'employer au 1° la dénomination de "huiles de pétrole brutes".

A la fin du 1° de l'article 2, il serait plus exact d'écrire "extraits" au lieu de "récupérés".

Article 3.

L'article 3 dispose que "Tout possesseur d'une fabrique ..." est tenu de faire une déclaration. Le mot "possesseur" est pris ici dans un sens bien spécial et vise non seulement les possesseurs au sens du Code civil, mais aussi les locataires ou même les détenteurs à titre précaire. Bien que les termes "possesseur" et "possession" soient utilisés dans un sens aussi large par les lois fiscales, depuis plus d'un siècle, il conviendrait, pour éviter toute interprétation préjudiciable à l'administration, de viser également le détenteur. Quant à la notion de "bureau des accises du ressort" elle n'est définie nulle part. Il semble résulter de l'article 7 que c'est le bureau du receveur

du ressort. En conséquence, l'alinéa 1er de l'article 3 pourrait être remplacé par le texte suivant : "Tout possesseur ou détenteur d'une fabrique, qu'elle soit, ou non, en activité, est tenu d'en faire la déclaration au receveur des accises du ressort".

Article 4.

Au 2° l'expression "raison sociale", qui ne s'applique qu'à une catégorie limitée de sociétés, devrait être remplacée par le mot "dénomination". En outre, la personne qui fait la déclaration est qualifiée "exploitant", alors qu'à l'article 3 elle est dénommée "possesseur" ou "détenteur". Pour éviter ces discordances, le Conseil d'Etat propose de rédiger le texte comme suit :

"Article 4.-

La déclaration énonce :

- 1° ... (comme au projet) ... ;
- 2° les nom, prénoms, profession, domicile du déclarant et, s'il s'agit d'une société, la dénomination sociale ainsi que la date ... (comme au projet) ...".

Au 3°, il paraît suffisant d'exiger : "la situation précise de la fabrique", ce qui implique l'obligation d'indiquer la commune, la rue et le numéro.

.../...

Articles 5, 6 et 7.

Ces articles ne sont applicables qu'aux fabriques dont les installations permettent de produire des huiles légères. Il conviendrait de faire mieux ressortir le caractère spécial de ces dispositions en commençant l'article 5 par les mots : "Lorsque la fabrique ou les appareils sont susceptibles de produire des huiles légères, le fabricant doit, à l'appui de sa déclaration, remettre un plan de ses installations, dressé en triple exemplaire, d'après une échelle ...".

L'article 6, alinéa 1er, serait mieux rédigé comme suit :

"Les fabriques d'huiles légères doivent être agréées par le directeur général de l'Administration des douanes et accises qui en approuve le plan".

A l'article 7, alinéa 1er, il y a lieu d'indiquer qu'il s'agit de la fabrique d'huiles légères. Dans le même alinéa, le mot "délivre" fait double emploi avec la première phrase de l'alinéa 2; il devrait être remplacé par "valide". A la fin de l'article 7, la référence exacte est l'article 101, alinéa 2.

Article 8.

Il résulte de l'article 5 que le plan des installations ne doit être fourni que pour les fabriques d'huiles légères. Dès lors, les mots "autres que légères" peuvent être omis à l'article 8, ce qui a pour avantage d'alléger la phrase.

.../...

Article 9.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 9.-

Le fabricant est tenu de placer au-dessus de l'entrée principale de l'établissement un écriteau portant en caractères apparents les mots : "Raffinerie de pétrole" ou toute autre inscription caractérisant la fabrique. Il est également obligé d'y installer une sonnette d'appel de façon à assurer aux agents l'accès de la fabrique".

Article 10.

Il résulte des renseignements fournis par le délégué du Gouvernement que le but de l'article 10 est :

- 1° d'interdire qu'il y ait plus d'une issue,
- 2° d'exiger que cette issue soit située à moins de 100 mètres de la voie publique de façon à ce que la surveillance de l'accès en soit facile.

Dès lors, pour la clarté du texte, il serait préférable de le rédiger comme suit :

"Article 10.-

Les fabriques d'huiles légères ne peuvent avoir qu'une seule issue. Cette issue doit donner accès à la voie publique et être située à moins de 100 mètres de cette voie".

.../...

Article 12.

Le § 1er, alinéa 2, 2°, vise des produits de deux origines et devrait être divisé ainsi qu'il suit :

- 2° des huiles minérales et leurs dérivés provenant de la fabrication, qu'elles soient sous régime d'accise ou en libre pratique;
- 3° des huiles minérales en libre pratique, provenant de l'extérieur.

Le 3° du même alinéa deviendrait un 4°.

Article 19.

Il serait préférable de rédiger de la façon suivante le début de l'alinéa 2 :

"Toutefois si les tanks de mesurage et les tanks destinés au logement des huiles se trouvant sous régime d'accise ont un fond irrégulier ou un fond concave ou convexe, ils sont jaugés ... ".

Articles 20 et 22.

Il est question dans ces articles du "bureau des accises du ressort". Il y aurait lieu ici également de préciser que, ainsi qu'il semble résulter du contexte, c'est le bureau du receveur des accises du ressort.

.../...

Article 23.

Le mot "résiliée" est employé ici dans un sens différent de celui qui lui est donné habituellement. Il serait préférable de rédiger de la façon suivante le début de l'article : "La déclaration de travail a effet jusqu'à la déclaration par l'intéressé de la cessation des travaux...".

Article 24.

L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Dans ce cas, des scellés sont apposés.
... La même formalité doit être accomplie ...".

Article 26.

A la dernière phrase de l'alinéa 2, il y a discordance entre le texte français et le texte néerlandais. Les mots : "Het verschil zal worden aangeschreven" sont traduits par : "La différence constitue la quantité à prendre en charge". Le texte néerlandais paraît plus correct car il s'agit évidemment ici d'une inscription et non d'une prise en charge. Il serait, dès lors, préférable d'écrire : "La différence constitue la quantité à inscrire (ou : à prendre en considération)".

.../...

Article 32.

Pour la même raison qu'à l'article 26 les mots : "pris en charge" devraient être remplacés par "inscrit".

Article 38.

Alinéa 1er : même remarque qu'à l'article 32. En outre, dans un but de concordance avec l'article 37 le mot "bulletins" devrait être remplacé par "lettres d'avis".

A l'alinéa 2, au mot "déchargé" il y aurait lieu de substituer le mot "débité".

Article 39.

Voir article 32 : les mots "prises en charge et les décharges" seraient avantageusement remplacés par "inscriptions et déductions".

Article 40.

Cet article prévoit "un cautionnement fourni à la satisfaction du receveur". Pour marquer plus clairement que le receveur a un pouvoir d'appréciation, il serait préférable de rédiger le texte de la façon suivante : "un cautionnement jugé satisfaisant par le receveur".

Article 43.

Au 1° on dira mieux : "le transfert dans un dépôt agréé". Au 3° le mot "verzending" doit trouver sa correspondance dans le texte français par les mots "l'expédition" au lieu de "la dénaturation".

Au 5°, le mot "avitaillement", bien que correct, n'est plus guère usité. Le mot "ravitaillement" conviendrait mieux.

Article 44.

L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Les huiles non imposables peuvent être enlevées de la fabrique sans aucune formalité".

Article 45.

Suivant l'article 46 les dépôts agréés sont concédés par le directeur régional.

L'emploi des deux termes "agrération" et "concession" est de nature à faire croire qu'il y a deux décisions successives. Or, le texte ne dit pas comment il est procédé à l'agrération. Il résulte des explications fournies par le fonctionnaire délégué que le contrôleur se borne à vérifier si le dépôt répond aux conditions prévues sans avoir à prendre de décision et que le dépôt est agréé par la décision du directeur régional.

.../...

Il serait donc préférable de rédiger comme suit les articles 45 et 46 :

"Article 45.-

Pour être agréé un dépôt doit consister en un tank ou en plusieurs tanks situés au même endroit.

Ces tanks doivent répondre aux conditions prévues par les articles 16 et 17.

Après agréation, ils doivent porter la mention "Dépôt agréé".

L'article 19 leur est applicable.

Article 46.-

Les dépôts sont agréés par une décision du directeur régional des douanes et accises.

Dans les communes où il n'existe pas d'entrepôt public, l'agréation d'un premier dépôt est soumise à l'approbation du directeur général".

Article 47.

L'intitulé de la section II qui précède cet article devrait être : "Expédition vers un dépôt agréé".

Article 53.

Pour faciliter la compréhension , la première phrase pourrait être complétée par les mots : "ouvert au nom du dépositaire".

Article 54.

Le mot "déchargé" devrait être remplacé par "débité".

Article 56.

Cet article pourrait être rédigé plus succinctement comme suit :

"Les huiles légères déposées dans un dépôt agréé peuvent être déclarées pour les mêmes destinations qu'à l'article 43".

Article 57.

Il y a lieu de remplacer "sur" par "dans".

Article 58.

Les mots "portée en décharge" doivent être remplacés par "déduite".

Article 59.

Cet article est absolument trop concis pour être clair. Il résulte des explications fournies par le fonctionnaire délégué que l'article 59 vise le cas prévu à l'article 57. Dès lors, il pourrait être rédigé comme suit :

"Lors du transvasement des huiles dans le nouveau dépôt agréé il y a lieu d'appliquer les articles 49 à 53".

Article 61.

Les mots "en décharge" devraient être remplacés par "en déduction".

Article 62.

La fin de l'alinéa 1er devrait être rédigé comme dans le texte néerlandais : "conforme au modèle de l'annexe V".

Articles 70 à 81.

Ces articles prévoient les formalités à remplir pour la dénaturation lorsqu'elle a lieu :

.../...

- 1° dans la fabrique ou dans le dépôt agréé;
- 2° dans les installations de l'industriel destinataire.

Les intitulés des deux sections devraient mieux faire ressortir les deux hypothèses.

L'article 72, alinéa 1er, 2°, qui indique le mode de logement des huiles dans l'établissement de l'industriel destinataire n'est pas en harmonie avec l'article 78, qui traite du même objet. Selon les déclarations du fonctionnaire délégué, c'est l'article 78 qui constitue la disposition valable.

Les textes devraient être répartis d'une manière plus logique et devraient subir quelques modifications de forme ainsi qu'il suit :

Section III.- Formalités en cas de dénaturation dans la
fabrique ou dans le dépôt agréé.

Article 70.-

Les huiles destinées à être dénaturées en exemption du droit d'accise, font l'objet d'un passavant-à-caution 132.

Ce passavant est délivré par le receveur sans que soit exigé le versement d'une garantie pour les droits d'accise.

La quantité d'huile reprise au passavant-à-caution, est portée en déduction au compte de magasin 593 et au registre de magasin 592 ou 592 A.

Article 71.-

Chaque passavant-à-caution doit concerner une quantité d'au moins 10.000 litres.

Lorsqu'il s'agit de benzine, cette quantité peut consister en benzine de diverses qualités; mais pour chaque qualité, la quantité doit être de 3000 litres au moins. Le fabricant ou le concessionnaire remet, dans ce cas, à l'appui du passavant-à-caution, un tableau à colonnes, avec cases, du modèle ci-après :

... (suivent le tableau et le dernier alinéa comme au projet) ...

Article 72.-

La dénaturation des huiles doit avoir lieu dans un réservoir muni d'un indicateur-niveau avec échelle métrique, d'un bâton ou d'un ruban de jauge qui doivent être gradués de deux en deux millimètres.

Article 73.-

Le réservoir visé à l'article 72 doit être jaugeé comme il est dit à l'article 19.

Article 74.-

Les huiles à dénaturer sont vérifiées en détail par les agents, dans le réservoir visé à l'article 72.

Pour cette vérification, les agents négligent ... (la suite de l'article comme au projet) ...

Articles 75, 76, 77.-

... (respectivement texte des articles 74, 75 et 76, en écrivant dans l'article 74 "visé à l'article 72") ...

A l'article 75 au lieu de "bureau de validation", notion qui n'est définie nulle part, on dira mieux "bureau du receveur compétent".

Section IV. - Formalités en cas de dénaturation dans l'établissement de l'industriel destinataire.Article 78.-

Les articles 70 à 77 sont applicables en cas de dénaturation effectuée dans l'établissement de l'industriel destinataire sous les réserves ci-après .

Article 79.-

Le passavant-à-caution n°132 couvre le transport et la dénaturation. Il est délivré moyennant le cautionnement des droits d'accise.

Chaque passavant doit concerner une quantité d'au moins 500 litres.

Article 80.-

Dès réception des huiles ... (article 77 du projet) ...

Article 81.-

Le destinataire est tenu d'emmagasiner les huiles dans un réservoir spécialement affecté à cet usage et répondant aux prescriptions de l'article 72.

Les agents assistent au transvasement des huiles dans le réservoir.

Articles 85 et 88.

A l'alinéa 1er de l'article 85, il convient de mettre entre guillemets les mots : "white-spirit dénaturé en exemption des droits", ainsi qu'on le fait à l'article 88, alinéa 1er, pour bien indiquer l'inscription qui doit figurer sur les factures.

La deuxième phrase de l'alinéa 2 des articles 85 et 88 devrait être rédigée avec plus de précision ainsi qu'il suit :

"Toute infraction à ces interdictions entraînera la cessation des livraisons de white-spirit (benzine) dénaturé (e) et sera en outre poursuivie par l'Administration des douanes et accises".

Article 89.

Le mot "décharge" serait avantageusement remplacé par "exemption".

Article 93.

Il serait préférable de rédiger le début de cet article comme suit :

"Après la vérification, les récipients servant au transport des huiles destinées à l'exportation et exemptées du droit d'accise, sont pourvus ...".

Article 94.

La notion "bureau de sortie" utilisée à l'alinéa 1er n'est pas définie.

Il résulte des explications fournies par le fonctionnaire délégué que c'est le bureau de la douane par lequel les huiles passent en quittant le territoire de l'Union belgo-luxembourgeoise.

Il serait préférable de rédiger l'alinéa de la façon suivante :

"Il est procédé au bureau de la douane du lieu par lequel s'effectue la sortie, à une nouvelle vérification des marchandises".

Article 95.

Le mot "avitaillement" devrait être remplacé par "ravitaillement" comme à l'article 43.

Article 100.

L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Les voies et moyens d'accès aux différents locaux, appareils, etc ... ne peuvent être encombrés par aucun objet qui empêcherait le passage ou le rendrait difficile ou dangereux".

Articles 112 et 113.

Dans ces deux articles, il conviendrait de remplacer les deux points par "il y a lieu de".

Article 122.

La rédaction suivante est proposée :

"L'arrêté ministériel du 27 décembre 1947 relatif au régime fiscal des huiles minérales, modifié par les arrêtés ministériels du 14 janvier 1950 et du 31 juillet 1950, est abrogé".

Annexes II et IV.

La dernière disposition des instructions relatives à la tenue des registres de magasin 592 et 592 A prescrit que ces registres doivent être tenus à la disposition des agents de l'administration pendant un terme de trois ans à dater de la dernière inscription qui y a été faite.

Pour assurer le respect de cette obligation et pour rendre applicables à toute infraction, les peines prévues par les lois coordonnées, il conviendrait que la disposition soit reportée dans le texte de l'arrêté ministériel.

Annexe VI.

Le registre prévu par cette annexe doit être tenu, en vertu de l'article 82 du projet d'arrêté ministériel, par le fabricant ou le concessionnaire et, en vertu de l'article 109, par l'importateur. Il convient, dès lors, de remplacer, à l'annexe VI, les mots "les importateurs, raffineurs, concessionnaires de dépôts agréés" par les mots : "les fabricants, concessionnaires et importateurs".

Veel voorzieningen van het ontwerp zijn een herhaling van thans geldende bepalingen. Aangezien het ontwerp echter het fiscaal regime van minerale olie in zijn geheel regelt, acht de Raad van State het gewenst, naast de nieuwe ook de vroegere bepalingen te herzien om de redactie ervan te verbeteren.

De Raad meent dan ook de volgende opmerkingen te moeten maken :

Artikel 1.

Een begripsbepaling van "bestuur" lijkt overbodig, daar de term in de tekst van de artikelen niet voorkomt. Voorts geeft het ontwerp verschillende definities van ambtenaren die bij de uitvoering van het besluit kunnen optreden, zodat in elk artikel waar zij genoemd worden niet telkens hun volledige benaming moet worden aangehaald. Dit is ongetwijfeld verantwoord voor de term "beambte", die in talrijke artikelen voorkomt. De definitie maakt het overbodig te herhalen, dat het hier de beambten van het Bestuur der douanen en accijnzen betreft. Geen nut echter heeft ze waar het gaat om de gewestelijke directeur die alleen in artikel 46, en om de controleur die in het ontwerp driemaal wordt vermeld (artikelen 27, 69 en 82).

De ontvanger, van wie artikel 1 eveneens een definitie geeft, wordt als zodanig vijfmaal genoemd, maar in artikel 50 bepaalt het ontwerp, dat de concessiehouder het ontvangbewijs bezorgt "aan de ontvanger der accijnzen over zijn gebied", terwijl artikel 57 bepaalt, dat de geleibrief geldig wordt gemaakt "door de ontvanger over de plaats van vertrek".

De in artikel 1 gegeven begripsbepalingen "bestuur, controleur, gewestelijk directeur en ontvanger" dienen dus te worden geschrapt.

Ookt lijkt het onnodig een begripsbepaling te geven van "uitvoer" dat in zijn gewone betekenis wordt opgevat, met inachtneming van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie, of van "lichte olie" dat in artikel 2 wordt omschreven.

Dienstig daarentegen ware een begripsbepaling van twee minder gebruikelijke uitdrukkingen, waaraan het ontwerp een gans bijzondere betekenis hecht, namelijk "olie in vrij verkeer" en "fictief entrepot".

Liever dan van "samenordening" spreke men van "gecoördineerde wetten" en in de Franse tekst vervange men "tank mesureur" door "tank de mesurage".

Een betere begripsbepaling voor "aangenomen depot" ware : "opslagplaats waarin hier te lande voortgebrachte lichte olie opgeslagen wordt met tijdelijke vrijstelling van accijns".

Voor "meettank" zou de begripsbepaling beter luiden : "tank waarin lichte olie bij het aflopen uit de fabricagetoestellen, bijeengebracht wordt voor de vaststelling van de opbrengst van deze fabricage", voor "opslagtank" geve men : "tank die geen meettank is, en in de fabriek dient voor het opslaan van olie onder accijnsregime".

.../...

Tenslotte is wat in paragraaf 2 van artikel 1 wordt gezegd niets anders dan een algemeen aanvaarde regel. Deze tekst moet als overbodig worden geschrapt. Vooraan in artikel 1 schrappe men dientengevolge ook het teken "§ 1".

Artikel 2.

Voor de overeenstemming met artikel 1, § 1, a, van de gecoördineerde wetten gebruike men onder 1° de benaming "ruwe petroleum-olie".

In de Franse tekst van deze passus ware het juister "extraits" te lezen in plaats van "récupérés".

Artikel 3.

Volgens artikel 3 moet "al wie een ... fabriek bezit" een aangifte doen. Het woord "bezit" heeft hier wel een heel bijzondere betekenis : het doelt niet alleen op bezitters in de zin van het Burgerlijk Wetboek, maar ook op huurders en zelfs op houders ter bede. Ofschoon de belastingwetten sedert meer dan honderd jaar de termen "bezit" en "bezitters" in die ruime betekenis gebruiken, ware het raadzaam ook de houder te vermelden, zodat de tekst niet in het nadeel van het belastingbestuur kan worden uitgelegd. Voorts wordt het begrip "kantoor der accijnzen over het gebied" nergens verduidelijkt. Artikel 7 schijnt erop te wijzen, dat hier het kantoor van de ontvanger van het gebied bedoeld wordt. Het eerste lid van artikel 3 kan dus

door de volgende lezing worden vervangen : "Elke bezitter of houder van een, al dan niet werkende fabriek, moet het bestaan ervan aangeven aan de ontvanger der accijnzen over het gebied".

Artikel 4.

In de Franse tekst van 2° moet de uitdrukking "raison sociale", die alleen op een beperkte categorie van vennootschappen toepassing kan vinden, vervangen worden door "dénomination". Voorts wordt degene die de aangifte doet hier "exploitant", in artikel 3 bezitter of houder genoemd. Om deze verschillen weg te werken, stelt de Raad van State voor, de tekst als volgt te lezen :

"Artikel 4.-

De aangifte vermeldt :

1° ... (zoals in het ontwerp) ...

2° ... naam, voornamen, beroep en woonplaats van de aangever en ... (zoals in het ontwerp) ... " .

Onder 3° kan worden volstaan met de eis : "nauwkeurige opgave van de ligging van de fabriek", waaronder opgave van gemeente, straat en huisnummer begrepen is.

.../...

Artikelen 5, 6 en 7.

Deze artikelen vinden alleen toepassing op fabrieken met installaties waarin lichte olie kan worden vervaardigd. Om het eigene van deze bepalingen duidelijker te doen uitkomen, beginne men artikel 5 met de woorden : "Wanneer de fabriek of de toestellen lichte olie kunnen voortbrengen, moet de fabrikant tot staving van zijn aangifte een plan van zijn installaties overleggen, in drievoud opgemaakt op beperkte schaal en met legende. Op dit plan worden aangegeven de lokalen en aanhorigheden...".

Artikel 6, eerste lid, ware als volgt te lezen :

"Fabrieken van lichte olie moeten aanvaard worden door de directeur-generaal van het Bestuur der douanen en accijnzen, die het plan ervan goedkeurt".

Artikel 7, eerste lid, zou moeten aangeven, dat hier een fabriek van lichte olie wordt bedoeld. In hetzelfde lid vormt het woord "uitreiken" een doublure naast de eerste volzin van het tweede lid; men vervange het door "geldig verklaren". Aan het slot van de artikelen 7 is de juiste verwijzing artikel 101, tweede lid.

.../...

Artikel 8.

Uit artikel 5 blijkt reeds, dat alleen voor fabrieken van lichte olie een plan moet worden overgelegd. De woorden "andere dan lichte olie" kunnen dus in artikel 8 geschrapt worden ; de volzin wordt er lichter door.

Artikel 9.

Dit artikel ware als volgt te lezen :

"Artikel 9.-

De fabrikant moet boven de hoofdingang van de inrichting een bord plaatsen met in duidelijke letters : "Petroleumraffinaderij" of enig ~~ander~~ opschrift waaruit de aard van de fabriek blijkt. Ook moet hij er een bel aanbrengen opdat de beambten toegang tot de fabriek kunnen hebben".

Artikel 10.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, strekt artikel 10 er toe :

- 1° te verbieden dat er meer dan één ingang is ;
- 2° te eisen dat deze ingang op minder dan 100 meter van de openbare weg gelegen is, zodat op de ingang gemakkelijk toezicht kan worden gehouden.

.../...

Duidelijkheidshalve kan artikel 10 dan als volgt worden gelezen :

"Artikel 10.-

Fabrieken van lichte olie mogen slechts één ingang hebben. Deze moet toegang geven tot de openbare weg en moet op minder dan 100 meter van die weg gelegen zijn".

Artikel 12.

Paragraaf 1, tweede lid, 2°, dat produkten van verschillende herkomst betreft, dient als volgt gesplitst te worden :

- 2° zelf vervaardigde minerale olie en bijprodukten daarvan, onverschillig of zij onder accijnsregime of in vrij verkeer vallen ;
- 3° van elders ontvangen minerale olie in vrij verkeer.

De tekst onder 3° wordt dan 4°.

Artikel 19.

Het begin van het tweede lid kan beter als volgt worden gelezen :

"Wanneer meetanks en tanks voor opslag van olie onder accijnsregime echter een onregelmatige, dan wel een holle of een bolle bodem hebben, worden zij ... (zoals in het ontwerp) ...".

.../...

Artikelen 20 en 22.

In deze artikelen is sprake van "het kantoor der accijnzen over het gebied". Ook hier dient te worden gezegd, dat dit, zoals het tekstverband schijnt uit te wijzen, het kantoor van de ontvanger der accijnzen over het gebied is.

Artikel 23.

Het woord "résiliée" heeft hier niet de gewone betekenis. Het begin van dit artikel kan beter als volgt worden gelezen : "De werkaangifte blijft geldig tot de belanghebbende de stopzetting van de werkzaamheden aangeeft".

Artikel 24.

Het tweede lid kan beter als volgt worden gelezen :

"In dat geval worden de zegels gelegd.
... Aldus wordt ook gehandeld ...".

Artikel 26.

In de laatste volzin van het tweede lid stemt de Franse tekst niet overeen met de Nederlandse. De woorden "Het verschil zal worden aangeschreven" worden weergegeven door "La différence constitue la quantité à prendre en charge".

.../...

De Nederlandse tekst lijkt juist te zijn want hier wordt vanzelfsprekend een inschrijving en niet een inlastneming bedoeld. In de Franse tekst leze men dus : "La différence constitue la quantité à inscrire (of : à prendre en considération)".

Artikel 32.

Om dezelfde reden als in artikel 26 vervange men het woord "in last genomen" door "aangeschreven",

Artikel 38.

Eerste lid : zelfde opmerking als bij artikel 32. Voor de overeenstemming met artikel 37 vervange men bovendien in de Franse tekst het woord "bulletins" door "lettres d'avis".

In het tweede lid, Franse tekst, vervange men "déchargé" door "débité".

Artikel 39.

Zie artikel 32 : in de Franse tekst vervange men "prises en charge et les décharges" door "inscriptions et déductions".

.../...

Artikel 40.

Dit artikel eist "een ten genoegen van de ontvanger verstrekte borg". Om duidelijker te stellen dat de ontvanger over een beoordelingsmacht beschikt, leze men : "een zekerheid die de ontvanger voldoende acht".

Artikel 43.

In de Franse tekst onder 1° leze men : "le transfert dans un dépôt agréé". Onder 3° moet "verzending" in het Frans weergegeven worden door "l'expédition" en niet door "la dénaturation".

De Franse tekst onder 5° heeft het woord "avitaillement", dat correct maar weinig gebruikelijk is. Het woord "ravitaillement" zou beter passen.

Artikel 44.

Het eerste lid ware als volgt te lezen :

"Niet belastbare olie mag vrij uit de fabriek worden uitgeslagen".

Artikel 45.

Volgens artikel 46 wordt voor de "aangenomen" opslagplaatsen door de gewestelijke directeur "vergunning" verleend.

.../...

Het gebruik van twee termen "aanneming" en "vergunning" kan de indruk wekken, dat er twee opeenvolgende beslissingen zijn. De tekst zegt echter niet hoe de aanneming plaats heeft. Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, gaat de controleur enkel na of de opslagplaats aan de gestelde eisen voldoet zonder een beslissing te nemen, en wordt de opslagplaats door de beslissing van de gewestelijke directeur aangenomen.

De artikelen 45 en 46 leze men dus liever als volgt :

"Artikel 45.-

Om aangenomen te worden, moet een opslagplaats bestaan uit een of meer op dezelfde plaats gelegen tanks.

Deze tanks moeten voldoen aan de eisen van de artikelen 16 en 17.

Na aanneming moeten zij het opschrift dragen : "Aangenomen opslagplaats".

Het bepaalde in artikel 19 is erop toepasselijk.

Artikel 46.-

Opslagplaatsen worden aangenomen door een beslissing van de gewestelijke directeur der douanen en accijnzen.

In gemeenten waar geen openbaar entrepot bestaat, is aanneming van een eerste opslagplaats onderworpen aan het goedvinden van de directeur-generaal".

Artikel 47.

Het opschrift van afdeling II, boven dit artikel, zou in de Franse tekst moeten luiden : "Expédition vers un dépôt agréé".

Artikel 53.

Voor een beter begrip kan de eerste volzin worden aangevuld met de woorden "geopend op naam van de depothouder".

Artikel 54.

In de Franse tekst vervange men "déchargé" door "débité".

Artikel 56.

Dit artikel kan beknopter als volgt worden gelezen :

"Lichte olie die zich in een aangenomen opslagplaats bevindt, kan worden aangegeven voor dezelfde bestemmingen als in artikel 43".

Artikel 57.

In de Franse tekst vervange men "sur" door "dans".

Artikel 58.

In de Franse tekst vervange men "portée en décharge" door "déduite".

Artikel 59.

Dit artikel is al te beknopt om duidelijk te zijn. Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, doelt artikel 59 op het in artikel 57 behandelde geval. Het kan dus als volgt worden gelezen :

"Bij de overbrenging van olie naar de nieuwe aangenomen opslagplaats vinden de artikelen 49 tot 53 toepassing".

Artikel 61.

In de Franse tekst vervange men "en décharge" door "en déduction".

Artikel 62.

In de Franse tekst leze men het slot van het eerste lid, zoals in de Nederlandse tekst: "conforme au modèle de l'annexe V".

.../...

Artikelen 70 tot 81.

Deze artikelen schrijven voor welke formaliteiten te verrichten zijn bij denaturering die plaats heeft :

- 1° in de fabriek of in de aangenomen opslagplaats ;
- 2° in de installaties van de industrieel voor wie de olie bestemd is.

De opschriften van beide afdelingen zouden het onderscheid tussen de twee gevallen duidelijker moeten doen uitkomen.

Artikel 72, eerste lid, 2°, dat aangeeft hoe de olie in de installatie van de geadresseerde moet worden geborgen, strookt niet met artikel 78, dat over hetzelfde onderwerp handelt. Volgens de verklaringen van de gemachtigde ambtenaar is artikel 78 de juiste bepaling.

De teksten zouden logischer moeten worden ingedeeld en enkele vormwijzigingen ondergaan, als volgt :

Afdeling III.- Formaliteiten voor het denatureren in de fabriek of in de aangenomen opslagplaats.

Artikel 70.-

Voor olie die tot denaturering met accijns-ontheffing bestemd is, wordt een borggeleibrief 132 opgemaakt.

.../...

Deze brief wordt door de ontvanger afgegeven zonder dat een waarborg voor de accijns moet worden gestort.

De op deze brief vermelde hoeveelheid olie wordt afgeschreven van de magazijnrekening 593 en van het magazijnregister 592 of 592 A.

Artikel 71.-

Iedere borggeleibrief moet betrekking hebben op een hoeveelheid van ten minste 10.000 liter .

Voor benzine mag de hoeveelheid bestaan in benzine van verschillende kwaliteit, maar voor elke kwaliteit moet de hoeveelheid ten minste 3.000 liter bedragen. De fabrikant of de concessiehouder voegt in dit geval bij de borggeleibrief een tabel met kolommen en vakken volgens onderstaand model :

... (voorts de tabel en het laatste lid zoals in het ontwerp) ...

Artikel 72.-

De olie moet worden gedenatureerd in een vergaarbak voorzien van een peilglas met meetschaal, van een peilstok of van een peillint, gegradueerd van twee tot twee millimeter.

.../...

Artikel 73.-

De in artikel 72 bedoelde vergaarbak moet worden gepeild zoals artikel 19 voorschrijft.

Artikel 74.-

De te denatureren olie wordt door de beambten grondig nagezien in de bij artikel 72 bedoelde vergaarbak.

Bij deze verificatie worden ... (voorts zoals in artikel 73 van het ontwerp) ...

Artikelen 75, 76 en 77.-

... (onderscheidenlijk de tekst van de artikelen 74, 75 en 76, mits in artikel 74 te lezen : "bedoeld bij artikel 72")...

In artikel 75 leze men in de plaats van "kantoor van geldigmaking", welk begrip nergens wordt omschreven, "kantoor van de bevoegde ontvanger".

Afdeling IV.- Formaliteiten voor het denatureren bij de geadresseerde.Artikel 78.-

De artikelen 70 tot 77 vinden toepassing bij denaturering in de installaties van de geadresseerde industrieel, onder het hierna gemaakte voorbehoud.

.../...

Artikel 79.-

De borggeleibrief nr 132 dekt het vervoer en de denaturering. Hij wordt afgegeven tegen zekerheidsstelling voor de accijns.

Iedere borggeleibrief moet betrekking hebben op een hoeveelheid van ten minste 500 liter .

Artikel 80.-

Dadelijk na ... (tekst van artikel 77 van het ontwerp) ...

Artikel 81.-

De geadresseerde moet de olie opslaan in een daartoe voorbehouden vergaarbak, die voldoet aan de eisen van artikel 72.

Het overpompen van de olie in de vergaarbak heeft plaats in bijzijn van de beambten.

Artikelen 85 en 88.

In het eerste lid van artikel 85 plaatse men de woorden "accijnsvrije gedenatureerde white-spirit" en in artikel 88, eerste lid, de woorden "accijnsvrije gedenatureerde benzine", tussen aanhalingstekens om goed aan te geven welke vermelding op de facturen moet voorkomen.

.../...

De tweede volzin van het tweede lid van de artikelen 85 en 88 kan duidelijker als volgt worden gelezen :

"Bij overtreding van deze verbodsbepalingen worden de leveringen van gedenatureerde white-spirit (benzine) stopgezet en stelt het Bestuur der douanen en accijnzen bovendien vervolgingen in".

Artikel 89.

De term "décharge" in de Franse tekst kan beter vervangen worden door "exemption".

Artikel 93.

Het begin van dit artikel kan beter als volgt worden gelezen :

"Na verificatie worden de vaten waarin de voor uitvoer bestemde accijnsvrije olie wordt vervoerd, ambtelijk verzegeld ...".

Artikel 94.

Het in het eerste lid voorkomende begrip "uitvoerkantoor" wordt nergens omschreven.

Naar de gemachtigde ambtenaar verklaarde, wordt hier bedoeld het douanekantoor waarover de olie het grondgebied van de Belgisch-Luxemburgse Unie verlaat.

.../...

Dit lid leze men als volgt :

"Op het douanekantoor van de plaats van uitvoer wordt een nieuwe verificatie gedaan".

Artikel 95.

In de Franse tekst vervange men, zoals in artikel 43, de term "avitaillement" door "ravitaillement".

Artikel 100.

Het tweede lid leze men als volgt :

"In de toegangen tot lokalen, toestellen enz. ... mag zich geen voorwerp bevinden dat de doorgang zou verhinderen, bemoeilijken of gevaarlijk maken".

Artikelen 112 en 113.

In beide artikelen schrappe men de dubbele punt en make men gebruik van een gewone zinsconstructie.

....//....

Artikel 122.

De volgende lezing wordt aanbevolen :

"Het ministerieel besluit van 27 december 1947 betreffende het fiscaal regime van minerale olie, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 14 januari 1950 en 31 juli 1950, wordt opgeheven".

Bijlagen II en IV.

Volgens het laatste voorschrift van de instructies op het houden van de magazijnregisters 592 en 592A moeten deze registers gedurende drie jaar te rekenen van de laatste daarin gedane inschrijving ter beschikking van de beambten worden gehouden.

Om het naleven van deze verplichting te verzekeren en om op elke overtreding ervan de in de gecoördineerde wetten gestelde straffen te kunnen toepassen, dient deze bepaling in de tekst van het ministerieel besluit worden opgenomen.

Bijlage VI.

Het in deze bijlage voorgeschreven register moet krachtens artikel 82 van het ontwerp van ministerieel besluit door de fabrikant en de concessiehouder, en krachtens artikel 109 door de invoerder worden gehouden. In de bijlage VI moeten dus de woorden "importeurs, raffinadeurs, concessiehouders van aangenomen opslagplaatsen" vervangen worden door "fabrikanten, concessiehouders en invoerders".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : F. LEPAGE,
de Heren :

conseiller d'Etat, président
raadsheer van State, voorzitter

G. HOLOYE,
G. VAN BUNNEN,

conseillers d'Etat,
raadsheren van State,

A. BERNARD,
Ch. VAN REEPINGHEN,

assesseurs de la
section de législation,
bijzitters van de
afdeling wetgeving,

J. COOLEN,

greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. F. LEPAGE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. F. LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, substitut.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, substituit.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. COOLEN.

(s) F. LEPAGE.